



Areva : l'EPR sinon rien

NOUVELOBS.COM | 13.12.2011 | 21:51

Christian Bataille, député du Nord rapporteur d'un rapport à paraître sur l'avenir de la filière nucléaire en France, réagit à la cure d'austérité d'Areva.

Alors que direction du groupe Areva a confirmé le mardi 13 décembre le non-remplacement de 1.000 à 1.250 salariés à l'horizon 2016 et le gel des embauches dans les fonctions support en France, ainsi que la suppression de 1.200 à 1.500 postes en Allemagne, un rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) à paraître jeudi explore (le bel) avenir de la filière nucléaire française. Son rapporteur, Christian Bataille, député du Nord, réagit. Assiste-t-on à la première grande crise du nucléaire français ? - Les perspectives sont effectivement beaucoup moins bonnes depuis Fukushima. Mais le repli du nucléaire est davantage mondial que français. La France n'avait pas de grands projets d'investissements dans le secteur hormis l'EPR de Flamanville. Il y avait tout de même des projets sur les sites de La Hague, Georges Besse 2 et Comurhex 2, et sur l'usine Melox... - Il s'agissait essentiellement d'adaptation et d'extension de sites. Le seul gros bug pour Areva en France a été la suspension du projet d'EPR à Penly. Areva mesure surtout le ralentissement des projets étrangers : Fukushima a amené un certain nombre de pays à différer leurs décisions. Comme l'Angleterre, qui était dans les startings-block et tarde aujourd'hui à lancer une nouvelle filière nucléaire. De même, je rappelle qu'Angela Merkel projetait de relancer le nucléaire et de prolonger la durée de vie des centrales avant de revenir dessus. Mais l'Allemagne est le seul pays dont la sortie du nucléaire me paraît absolument irrémédiable d'ici 2022. Areva est-il en train de payer une politique de croissance trop ambitieuse menée par Anne Lauvergeon, présidente du groupe entre 1999 et 2011 ? - Sa politique n'était pas si hasardeuse. Elle posait Areva en leader mondial du nucléaire en intégrant le pas en arrière de Siemens dans le secteur. Areva reste leader, mais sur un marché hésitant, rétréci. La réalité mondiale, c'est la domination écrasante du thermique à flamme : charbon, pétrole, gaz. Le nucléaire a toujours été une énergie d'élite, un peu marginale mondialement. Et les Etats-Unis, avec leur avancée sur les hydrocarbures non conventionnels type gaz de schiste, lèvent plutôt le pied sur le nucléaire. Est-ce le début de la fin du nucléaire ? - Nous nous interrogeons là-dessus dans le rapport de l'OPECST. En France, la question est de savoir si on choisira de renouveler le parc, et dans quelles proportions. Je crois que l'avenir d'Areva repose sur un rythme de commandes d'EPR. La France n'en commandera certainement pas à court terme. Mais si la France continue à faire le choix du nucléaire, y compris dans des proportions moindres, il lui faudra dans les trente années qui viennent passer commande de plusieurs EPR. Ensuite, reste à savoir si les autres pays miseront sur des réacteurs de 3e génération comme l'EPR ou l'AP600 développé par les Américains, ou s'ils choisiront de faire du low cost comme Abou Dhabi, qui a préféré l'offre du sud-coréen Kepco à celle

d'Areva en 2009. La CGT Energie dénonce l'absence de vision industrielle de long terme d'Areva. Qu'en dites-vous? - C'est effectivement l'option « EDFienne » qui s'impose. Le groupe Areva a perdu une partie de l'autonomie dont il disposait à l'époque d'Anne Lauvergeon. Henri Proglio, le PDG d'EDF, joue un rôle beaucoup plus décisif aujourd'hui qu'à l'époque de sa nomination, en novembre 2009. Je ne veux pas dire du mal de l'actuel président d'Areva Luc Oursel. Mais EDF peut être tenté de prendre l'ascendant. Or il ne donne plus la priorité à Areva dans ses investissements et est tenté de faire une plus large part au gaz. Et ce, parce que le retour sur investissement est beaucoup plus rapide avec un cycle combiné gaz qu'avec un EPR. Un cycle combiné gaz ? - C'est la forme la plus évoluée d'un réacteur électrique au gaz. Le problème, c'est que le leader en la matière est le groupe allemand Siemens. Si la France se met au gaz, elle devra acheter son matériel à l'Allemagne, alors qu'avec le nucléaire, elle a les réacteurs, le combustible, le savoir-faire... un cycle intégré complet. Que vous inspirent les compressions d'effectifs annoncées par Areva ? - Supprimons les 1.200 postes en Allemagne ! S'ils choisissent de sortir du nucléaire, c'est normal qu'ils en assument les conséquences en termes d'emplois. La situation en France m'inquiète bien plus : on va se priver d'emplois de haute technicité, au risque de se retrouver dans quelques années en déficit de techniciens du nucléaire. Il ne faut pas oublier le temps du nucléaire, qui se mesure en cinquantaine d'années.

Interview de Christian Bataille par Morgane Bertrand (13 décembre 2011).